

OÙ VA LA GAUCHE?...

*«...La légitimité française que j'incarne depuis vingt ans...» DE GAULLE.
Allocution radiodiffusée du 29 janvier 1960.*

Ainsi, depuis vingt ans, de Vincent AURIOL à René COTY, du tripartisme à Félix GAILLARD, des personnalités, des Gouvernements illégitimes ont prétendu parler au nom de la France. Le triomphe du «FRONT REPUBLICAIN» du 2 janvier 1956, les cinq millions de voix communistes aux dernières élections, sont autant d'illégitimités auxquelles le 13 mai devait mettre un frein judicieux.

La triste réalité est que les apparences semblent donner raison à DE GAULLE.

Chaque fois que la Gauche pouvait user de sa «légitimité populaire», paralysée par une absence de perspective symbolisée par des hommes sans talent (à l'exception peut-être de MENDES-FRANCE) elle a cautionné une politique de droite, aveugle et imbécile, qui aboutit à la dégradation progressive de la Démocratie.

Le réveil est brutal qui marque le passage du «Peuple Souverain» au Pouvoir personnel.

Singulièrement aggravée par le vote pour un an des pouvoirs spéciaux, la Constitution de la Vème République implique - et pour combien de temps? - la dictature du dépositaire de la légitimité française.

Dans quelles limites s'exercera-t-elle? Nous voulons bien croire que DE GAULLE n'est pas FRANCO. La fermeté qu'il a opposée à la rébellion algéroise en témoigne. Mais les circonstances mêmes de ce conflit ne laissent pas d'être assez inquiétantes.

Car enfin, il est impensable que la réussite d'une politique, en l'occurrence celle de l'autodétermination, soit conditionnée par l'approbation des Etats-Majors. L'Armée est à la dévotion de l'Exécutif. Entretien par la Nation, elle doit lui être soumise aveuglément. Et on saisit mal pourquoi, ici ou là, on s'était félicité que l'Armée obéît aux ordres de la Métropole quand sa fonction première était précisément d'obéir au Pouvoir, fût-il de Front Populaire. Beaucoup, en ces journées tragiques ne l'ont pas compris. Ni Guy MOLLET le 6 février 56 quand sous les tomates des galopins d'Alger il retirait CATROUX. Ni PFLIMLIN en mai 58, alors qu'avec un minimum de forces (et elles étaient disponibles) il pouvait museler les agitateurs du Forum et contraindre au silence quelques «Ficelles» dégonflées par son investiture.

Dès lors, devant ces abdications successives et motivées par elles, les prétentions des Etats-Majors à peser sur la politique algérienne et à infléchir suivant son optique particulière, apparaissent comme un antidote inéluctable. De la politique algérienne à la politique nationale il n'y avait qu'une barrière tenue que certains officiers supérieurs, nostalgiques de l'Autorité, n'ont pas hésité à briser.

Quel que puisse être le préjugé favorable consenti à DE GAULLE, il ne faut pas négliger l'éventualité de son départ. L'Homme du 18 juin n'est pas immortel comme certains «Grands Principes». APRES LUI QUI?

La Constitution où pululent les germes de dégénérescence lui survivra. Ce n'est pas un Parlement sans représentativité et, disons-le, pourri d'intérêts particuliers, qui pourra neutraliser la nocivité d'un Etat autoritaire. Que la Gauche ait permis, sinon produit cela, qu'elle n'ait pu opposer aux émeutiers du

Plateau des Glières qu'une «récréation d'une heure» (1) sans portée sociale profonde, qu'elle n'ait pu ou voulu exprimer au Peuple les dangers que la guerre d'Algérie fait peser sur la Démocratie: toutes ces inconséquences condamnent les Partis traditionnels de la classe ouvrière à la stérilité sans remède.

Mais alors ! Si la Gauche est déphasée. Si les Syndicats n'ont pas rempli le rôle qu'on attendait d'eux. Quelle voie?

LA VOIE SERA LIBERTAIRE ou NE SERA PAS.

Entendons-nous bien! Il n'est nullement question de cet Anarchisme pour Polynésiens qui s'accroche aux débris d'une formulation centenaire, mais d'une doctrine réaliste qui pose en "termes de l'An 2000" les principes de la propriété et du Fédéralisme dans l'Etat Moderne. Cette réadaptation est nécessaire, vitale. Elle se ferait d'ailleurs sans nous si nous n'y prenions garde.

La fluctuation des classes depuis le début du siècle, la fonction de l'Etat comme catalyseur du Capitalisme, la navrante perversion du Communisme, le vaste champ d'investigation qui demeure imparti au Syndicalisme, sont autant de faits fondamentaux qui exigent une définition sans ambiguïté du «But» et une adaptation des «Moyens».

Les marxistes admettent l'effondrement de la «Synthèse» de MARX-ENGELS, tandis que de leur côté les Socialistes libéraux recherchent les perspectives nouvelles de la Gauche. Il est hors de doute qu'en réaction à la faillite du Mouvement Ouvrier de ces cinquante dernières années, ils ne s'accordent sincèrement sur une définition libertaire du Postulat socialiste.

Il serait regrettable qu'elle s'élaborât sans notre apport décisif.

LA RÉDACTION.

(1) Salon J.-J. SERVAN-SCHREIBER, L'EXPRESS, numéro 451.